

Vingt ans après¹

Juillet 1953

Le 30 janvier 1933, [Adolf Hitler](#) était nommé Chancelier du Reich allemand. Dans la nuit du 27 au 28 février, le Reichstag brûle à Berlin² ; le Parti communiste est mis hors la loi. Le 5 mars, aux élections parlementaires organisées sous la terreur des nazis au pouvoir, le bloc des nationaux-socialistes et du parti national allemand obtient largement la majorité absolue des mandats. Le 24 mars, le Reichstag vote contre la seule opposition de la social-démocratie – les mandats communistes ayant été annulés – le « *Ermächtigungsgesetz* », la loi sur les pleins pouvoirs qui met hors fonction la démocratie bourgeoise. Successivement les partis politiques et, le 2 mai, les syndicats sont « mis au pas », c'est-à-dire soumis à la direction nazie. Le 16 mai, le droit de grève est officiellement aboli. Finalement, le 28 juin, le parti social-démocrate est interdit. La dictature nazie, ainsi consolidée, allait subsister pendant 12 ans, tuant des millions d'hommes en Allemagne et dans toute l'Europe, accumulant les souffrances et les ruines dans sa marche sanglante à travers notre continent, précipitant sa propre patrie dans un « crépuscule des dieux » sans précédent dans l'histoire moderne.

Signification historique du fascisme

Le fascisme représente le lieu de rencontre entre deux forces sociales : la petite-bourgeoisie paupérisée, désespérée par une crise économique prolongée qui ne lui ouvre plus aucune issue d'existence « digne », déçue par l'incapacité du mouvement ouvrier à résoudre radicalement à sa façon la crise de la société ; et le capital monopoleur, surtout l'industrie lourde, pour lequel, dans les mêmes conditions de crise économique et sociale prolongée, la démocratie bourgeoise (avant tout les libertés et les organisations ouvrières) devient un luxe insupportable menaçant directement le profit capitaliste. Des organisations fascistes petites-bourgeoises, caractérisées par l'idéologie typique des classes moyennes désespérées – nationalisme exacerbé ; mystique du « chef » ; démagogie « sociale » ; attaques contre le mouvement ouvrier et le « parlementarisme pourri », etc. – existent depuis la Première guerre mondiale dans presque tous les pays d'Europe. Recevant des subsides périodiques du capital monopoleur, elles sont utilisées comme menaces, moyens de pression ou moyens d'action plus direct contre le mouvement ouvrier. Mais il faut le concours de nombreuses circonstances, avant tout la conviction de couches importantes du capital monopoleur que la démocratie bourgeoise est arrivée à bout de souffle et que le mouvement ouvrier est trop passif ou affaibli pour riposter avec des chances de succès, pour que se créent les conditions nécessaires à la marche au pouvoir des organisations fascistes.

Le fascisme représente également une tentative désespérée de la part du capital monopoleur pour donner à la crise économique et sociale de structure du capitalisme décadent une solution temporaire : en comprimant par la violence les contradictions de classe à l'intérieur du pays, il cherche à créer les conditions économiques (diminution de la part du prolétariat dans le revenu national), politiques (concentration des pouvoirs) et militaires (réarmement accéléré sans égard aux conséquences sociales, le prolétariat étant paralysé dans sa capacité de résistance) pour la conquête de nouveaux marchés et champs d'investissements de capitaux, pour la conquête d'un espace vital agrandi. Le fascisme est donc en quelque sorte la compression temporaire des contradictions « sociales », produites par la crise de déclin du capitalisme, et leur transformation en contradictions « internationales » exacerbées.

Historiquement, le fascisme apparaît ainsi comme la « contre-révolution triomphante », balayant le mouvement ouvrier organisé sur son chemin, écrasant, massacrant ou enfermant ses cadres, terrorisant et atomisant le prolétariat, se lançant finalement dans une guerre monstrueuse contre le premier Etat ouvrier.

A l'époque du déclin capitaliste, la contre-révolution triomphante signifie que la bourgeoisie jette par-dessus bord toutes les « valeurs » auxquelles elle se vouait pendant sa période ascendante (rationalisme, souveraineté populaire, démocratie, libre développement de la personnalité, etc.). Mais cette contre-révolution ne peut modifier les « fondements de la société » : elle est au contraire une contre-révolution exécutée, réalisée, « au profit des maîtres de la société ». Si l'immixtion de l'Etat dans l'économie s'accroît, si même le droit de propriété est violé dans des cas particuliers (pour les Juifs et pour quelques magnats brouillés avec Hitler), il s'agit, en définitive, d'une intervention tendant à sauvegarder et à garantir le droit de propriété et le profit des couches monopoleuses décisives de la bourgeoisie. Il s'agit donc d'une « contre-révolution politique », en partie préventive, en partie tendant à éliminer les germes de démocratie ouvrière, révolutionnaire, qui existent au sein de la démocratie bourgeoise. Pareille œuvre de « conservation sociale » ne peut réussir que dans sa partie négative, destructrice, à l'époque du déclin capitaliste. Comme [Mussolini](#) avant lui, Hitler a pu effectivement dissoudre les partis et les syndicats ouvriers, tuer ou briser des centaines de milliers de cadres ouvriers à travers l'Europe. La révolution prolétarienne fut rejetée vingt ans en arrière

1 Source : numéro 62 de [Quatrième Internationale](#), juillet 1953, sous la signature « Henri Vallin ».

2 Un haut fonctionnaire de la police allemande, [Gisevius](#), confirma dans ses mémoires, publiées sous le titre « Bis zum bitteren ende », l'hypothèse formulée par tout le mouvement international : ce furent les nazis eux-mêmes qui avaient incendié le Reichstag. L'idée venait de [Goebbels](#), et avait été exécutée par un groupe de dix S.A, pour la plupart assassinés le 30 juin 1934. L'un des incendiaires, criminel de droit commun, exclu des S.A, avait révélé tous les détails de l'entreprise à la police régulière.

dans ces pays. Mais il n'a pu éliminer aucun des facteurs de déséquilibre et de crise structurelle de l'économie capitaliste. Ces facteurs ont joué pendant son règne. Ils sont apparus avec un relief beaucoup plus fort après sa chute.

Pourquoi les nazis ont-ils pu conquérir le pouvoir ?

Pour que le fascisme puisse prendre le pouvoir, il ne suffit pas qu'il y ait des organisations de petits-bourgeois désespérés attirant un courant de masse, et que des milieux déterminés du capital monopoleur soient prêts à les appuyer. Il faut encore que le mouvement ouvrier organisé s'avère incapable de faire face aux dangers qui le menacent. Cette incapacité a une double origine : l'incompréhension de la nature particulière du fascisme d'une part ; la faiblesse de la riposte d'autre part.

L'incompréhension de la nature véritable du fascisme caractérisa aussi bien la direction social-démocrate que la direction stalinienne, en Allemagne et à l'échelle internationale. Pour les sociaux-démocrates, les fascistes apparaissaient comme des possédés frénétiques, regroupant les « extrémistes de droite pathologiques », incapables de diriger un Etat moderne. A plusieurs reprises ils prononcèrent l'idée qu'il fallait laisser Hitler s'user au pouvoir. Après la première grande victoire électorale des nazis, le 14 septembre 1930, lorsque le nombre des voix nazie passa de 800.000 à 6,5 millions, la presse social-démocrate expliqua que c'était la suprême victoire de Hitler. Après elle, il n'y en aurait plus d'autre ! Au lendemain du 6 novembre 1932, lorsque les nazis subirent un certain recul électoral, l'organe central de la social-démocratie allemande, le *Vorwärts*, s'écria : « *Voilà dix ans que nous avons prévu la faillite du national-socialisme ; noir sur blanc nous l'avons écrit dans notre journal* ». Un autre journal social-démocrate, le « *Leipziger Volkszeitung* » écrivait le 21 janvier 1933, neuf jours avant la prise du pouvoir par Hitler : « *Nous ne percevons plus que l'odeur de cadavre pourri : le fascisme est définitivement abattu ; il ne se relèvera plus* ».

Le 25 avril 1932, le *Vorwärts* de Berlin, écrivait : « *Sans considérer les points de vue de la politique de l'Etat ça peut être un devoir politique que de leur permettre (aux nazis) de prendre le pouvoir* ».

Non moins frappante était l'incompréhension des dirigeants du PC allemand et des dirigeants de l'Internationale communiste stalinisée. Le 16 novembre 1930, la *Rote Fahne* organe central du PCA, écrit : « *Le 14 septembre a été le point culminant du mouvement national-socialiste en Allemagne. Ce qui vient ensuite ça ne peut (!) être que recul et déclin* ». Et *Thälmann* renchérit dans son rapport devant le 11^e Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste :

« Nous avons constaté froidement (!) et sérieusement (?) que le 14 septembre avait été dans une certaine mesure le meilleur jour de Hitler, qui ne sera pas suivi de jours meilleurs, mais de journées pires pour lui. La caractéristique que nous avons donnée sur le développement futur de ce parti s'est déjà vérifiée... Aujourd'hui les fascistes n'ont plus aucune raison de se réjouir »

(*Internationale Communiste* 1931, n°17-18, page 799 de l'édition allemande).

Qu'on oppose à ces manifestations d'inconscience, les durs rappels à l'ordre de *Léon Trotsky* : « *Le fascisme est devenu un véritable danger en Allemagne... Celui qui veut le nier est un aveugle ou un bavard* » (*Le tournant du Komintern et la situation en Allemagne*, septembre 1930).

D'ailleurs, dans la littérature stalinienne de l'époque foisonnent les définitions fausses et ridicules sur la nature du fascisme. La prime à ce sujet revient à Staline qui s'exprimait ainsi : « *Le fascisme, c'est l'organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur le soutien actif (!) de la social-démocratie. La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme. Il n'y a pas de raison de supposer que ces formations de combat de la bourgeoisie puissent obtenir des succès décisifs dans des luttes ou dans le gouvernement du pays sans le soutien actif (!) de la social-démocratie... Ces organisations ne s'excluent pas mutuellement (!) mais se complètent. Le fascisme est un bloc informe (!) de ces deux organisations... La bourgeoisie ne peut se maintenir au pouvoir sans ce bloc (!)* » (Cité dans l'organe théorique du PC allemand, *Die Internationale*, février 1932, page 68).

Non moins brillante est cependant la perle suivante de *Thälmann* : « *Une estimation correcte du fascisme hitlérien en Allemagne nous garantit contre l'erreur (!) d'identifier purement et simplement un gouvernement de Hitler avec une dictature fasciste ouverte (!)* » (discours « *L'issue révolutionnaire...* », du 19 février 1932, page 26). Dans la même verve, *Thälmann* endormit la vigilance des travailleurs en répétant à de nombreuses reprises que le fascisme ne pouvait pas arriver au pouvoir avec Hitler, puisque... il était déjà au pouvoir depuis longtemps ! Face à ces élucubrations criminelles, *Trotsky* lança, en novembre 1931 (*Le fascisme doit-il vraiment vaincre ?*) l'avertissement suivant : « *Si les nazis allemands arrivaient au pouvoir, ils détruiraient avant tout la fine fleur du prolétariat allemand, ils s'écraseraient ses organisations, ils annihileraient sa foi en lui-même et dans son avenir.*

Un ennemi qu'on n'estime pas à sa juste mesure ne peut être efficacement combattu. Aussi, n'est-il pas étonnant que les deux grandes organisations ouvrières commirent les erreurs les plus grossières dans leur façon de combattre le nazisme.

Les sociaux-démocrates se contentèrent d'en appeler à... l'Etat bourgeois, à sa police, à la cour de justice de Leipzig contre la violence fasciste. Systématiquement ils endormaient la vigilance des travailleurs avec le mot d'ordre : « *ne vous laissez pas provoquer* ». Lorsque le principal bastion social-démocrate, le gouvernement social-démocrate de Prusse, fut dissous purement et simplement par [Von Papen](#), les dirigeants sociaux-démocrates reculèrent sans combat. Lorsque Hitler était déjà au pouvoir, mais que les organisations ouvrières étaient encore debout, et que les masses réclamaient désespérément une action d'ensemble, les chefs responsables des principales villes d'Allemagne du *Reichsbanner*, l'organisation de combat social-démocrate, se rendirent en motocyclette à Berlin, suppliant qu'on leur donne enfin l'ordre d'engager la lutte. On leur répondit : « *Du calme ! Surtout pas de sang versé* » ([D. Guérin](#), *Fascisme et Grand Capital*, page 138). En pratique, cela n'empêcha guère Hitler de verser le sang des ouvriers communistes et sociaux-démocrates. Seul le sang nazi se trouva ainsi épargné !

Tout aussi criminelle fut la politique stalinienne. Celle-ci avait pour thème central : *Le coup principal doit être porté contre la social-démocratie*. On ne peut proposer à la direction social-démocrate de front unique contre le fascisme. Il faut d'abord détacher les ouvriers sociaux-démocrates de leurs chefs, avant de pouvoir battre les nazis. « *Le problème central de la politique communiste en Allemagne se trouve dans la question de diriger le coup principal contre le SPD* » (Thälmann, « Quelques erreurs », *Die Internationale*, novembre-décembre 1931, page 491). « *Le SPD lui-même est devenu aujourd'hui une force fasciste active* » (*Die Internationale*, mai 1931, page 197). « *Dans tous nos discours, nous avons parlé du front unique par en bas, et nous refusons tout remplacement de ce front unique par en bas par une politique de bloc avec la social-démocratie* » ([Gottwald](#), « Discours final au 12^e Plénum du CE de l'Internationale Communiste », septembre 1932, *L'Internationale communiste*, n°17, 1932, page 1296, éd. allemande).

Sur la question posée dans sa brochure « Comment battre le national-socialisme », Trotsky ne donne toujours qu'une seule réponse : « Le KPD doit constituer un bloc avec le SPD »... dans la constitution de ce bloc Trotsky voit la panacée de la classe ouvrière allemande contre le fascisme : ou bien le PC constituera un bloc avec la social-démocratie, ou bien la classe ouvrière allemande sera perdue pour dix à vingt ans (!)... Voilà la théorie d'un fasciste (!) complètement perdue et contre-révolutionnaire. Cette théorie est la plus grave, la plus dangereuse et la plus criminelle des théories avancées par Trotsky au cours des années de sa propagande contre-révolutionnaire » (« Der Rote Aufbau », 15 février 1932).

Il n'est que juste d'ajouter que, *quand il était trop tard*, le 5 mars 1933, l'Internationale communiste annula d'un trait de plume toutes ses théories des années passées et rejoignit la position de Trotsky pour passer tout de suite à l'autre extrême opportuniste en écrivant :

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste invite tous les Partis communistes à faire encore une tentative de réaliser le front unique avec les masses ouvrières social-démocrates par l'intermédiaire des partis sociaux-démocrates... En adoptant et en réalisant en pratique (pareille politique de front unique)... le CE de l'Internationale communiste considère comme possible d'inviter les PC de s'abstenir à toute attaque contre les organisations social-démocrates (!) pendant la période de lutte commune contre le capital et le fascisme.

Le retard de trois ans dans l'adoption de la politique de front unique par en haut et par en bas a été chèrement payé par les travailleurs allemands et par l'Union Soviétique.

Le mythe de la culpabilité collective du peuple allemand

On a cherché *a posteriori* à trouver dans la « nature » du peuple allemand ou de la « race germanique militariste » les raisons de la victoire de Hitler. On a avancé le mensonge impudent que le peuple allemand aurait participé sans opposition, et même avec enthousiasme, aux entreprises barbares de Hitler en Europe et en URSS. Ces affirmations sont d'autant plus cyniques qu'elles sortent de la bouche de ceux qui, comme nous venons de le voir, portent eux-mêmes les plus lourdes responsabilités dans l'arrivée au pouvoir de Hitler. Le problème de ces responsabilités mérite cependant une analyse plus approfondie.

La victoire de Hitler apparaît tout d'abord comme l'*aboutissement* d'un long processus contre-révolutionnaire qui a commencé en 1918, dans lequel les forces réactionnaires que le prolétariat allemand avait été sur le point d'écraser en novembre 1918 furent systématiquement restaurées : reconstruction de la *Reichswehr*, des formations des *Freikorps*, ces noyaux autour desquels se constitueront les S.A et les S.S, de la puissance du capital monopoleur, bailleur de fonds des nazis. La responsabilité première de cette restauration incombe à la social-démocratie allemande, qui étouffa, à l'aide de ces forces, la Révolution allemande, et fut balayée par elles dès qu'elles n'eurent plus besoin de sa couverture. Personne d'autre que [Léon Blum](#) lui-même a prononcé un verdict à ce sujet :

La plus grave erreur de la social-démocratie, à mon sens, est de n'avoir pas profité de sa toute puissance temporaire, au lendemain de la guerre et de la révolution politique, pour exercer une véritable dictature prolétarienne (!) : si les formes et les cadres de l'Allemagne impériale peuvent se reconstituer aujourd'hui,

c'est qu'en fait ils n'avaient jamais été rompus, et la dictature du prolétariat, prolongée pendant le temps nécessaire, pouvait seule les rompre.

([Le Populaire](#), 8 août 1932).

Il est vrai qu'un dirigeant de la social-démocratie allemande pourrait rétorquer à feu Léon Blum (et aussi à [Maurice Thorez](#)) : « *Si les formes et les cadres de la dictature vichyste, de la synarchie, peuvent se reconstituer aujourd'hui, autour de [Pinay-Flandin](#) et de [de Gaulle](#), c'est que vous n'avez pas tiré profit de votre toute puissance temporaire en juin 1936 puis en septembre 1944, pour les briser à tout jamais, au besoin en instaurant la dictature ouvrière...* ».

La victoire de Hitler fut une conséquence directe de l'exacerbation des sentiments chauvins des classes moyennes allemandes par suite de la politique de rapine de l'impérialisme français. Le Traité de Versailles, l'occupation de la Ruhr par [Poincaré](#) et le slogan « *Le Boche payera !* » se trouvent au moins autant à la base de la victoire nazie que les crimes de [Noske](#) et d'[Ebert](#), et que l'imbécile théorie du « social-fascisme » de Staline.

A ce sujet aussi nous pouvons citer des témoins bien vus de la meilleure société, notamment feu [Louis Lévy](#), qui écrivit dans le même numéro du « *Populaire* », du 8 août 1932 :

Si l'Allemagne tourne aujourd'hui le dos à la démocratie, la faute en est avant tout à la politique de nos gouvernants, aux Poincaré, aux [Tardieu](#), aux [Laval](#)...

La principale responsabilité dans l'arrivée au pouvoir de Hitler incombe cependant aux magnats de l'industrie lourde et de la grosse finance allemandes eux-mêmes. Au moment où l'ont vient de libérer un [Krupp](#) ; au moment où les mêmes forces disposent de nouveau d'un pouvoir économique et politique complet en Allemagne occidentale, il n'est pas inutile de rappeler les étapes précises par lesquelles le capital monopoleur a conduit son *Führer* au pouvoir.

Deux dirigeants de l'industrie d'acier allemande ont joué un rôle prépondérant dans la préparation de la prise du pouvoir nazie : [Fritz Thyssen](#), le principal actionnaire du trust d'acier *Vereinigte Stahlwerke*, et [Emil Kirdorf](#), traditionnels « patrons de combat », dont les multiples intérêts se trouvaient autant dans le domaine de l'acier que dans celui du charbon et de la métallurgie. Thyssen, qui plus tard rompit avec Hitler, décrit en détail l'aide financière qu'il accorda aux nazis ainsi que les manœuvres qu'il entreprit pour obtenir l'appui de toute l'industrie lourde en leur faveur, dans son livre *I paid Hitler*, publié par [Emery Reves](#) (Farrare et Rinehart, New York, 1942). Quant à Kirdorf, il déclara le premier mai 1936 :

Lorsque je repense à ma vie, je ne saurai assez rendre grâce à Dieu qu'il m'avait donné une longue vie... et m'ait permis ainsi de venir en aide au moment opportun à notre Führer bien aimé.

(Guérin, *Fascisme et Grand Capital*, page 48).

L'aide que ce pieux patriote accorda à son Führer ne consistait pas seulement en prières, mais aussi en pièces sonnantes, environ un demi-million de Reichsmarks par an à un moment où la plupart des autres magnats se montraient encore assez réticents.

Le grand moment pour Hitler vint le 26 janvier, lorsque Thyssen organisa pour lui une réunion d'industriels et banquiers au *Industrieklub* à Düsseldorf. Son discours « fit une profonde impression sur les industriels rassemblés, et par la suite un nombre de grandes contributions financières commençaient à affluer des ressources de l'industrie lourde » (*I paid Hitler*, page 101). Le lendemain de cette réunion, trois magnats de l'acier, Fritz Thyssen, [Ernst Poensgen](#) et [Albert Vögler](#) (président de l'association des hauts fourneaux allemands ; directeur de la *Vereinigte Stahlwerke* ; président du conseil d'administration de la *Gelsenkirchener Bergwerks AG*) eurent une rencontre privée avec Hitler, [Göring](#) et [Röhm](#) (chef des S.A) à l'occasion de laquelle on discuta notamment de la politique à suivre en matière ouvrière, au cas où Hitler prendrait le pouvoir.

Mais la transmission directe du pouvoir à Hitler eut des causes encore plus directement, « mesquinement » matérielles. Frappés durement par la crise économique, les cercles supérieurs des classes dominantes allemandes eurent recours à un véritable pillage de l'Etat pour renflouer leurs affaires. Deux scandales surtout furent connus : le scandale « *Osthilfe* » et celui de la « *Gelsenkirchener Bergwerks AG* ». Dans le premier cas, sous prétexte de venir à l'aide de la paysannerie ruinée par la baisse des prix agricoles, l'Etat accorda d'énormes crédits sans gages ni garanties aux gros propriétaires fonciers, les Junkers, de l'Allemagne orientale ; des personnes dans l'entourage immédiat du président de la République, le maréchal [von Hindenburg](#), étaient impliquées dans ce scandale, notamment son propre fils. Dans le second cas, le magnat de l'acier [Flick](#), proche de la banqueroute, se sauva en vendant à l'Etat son paquet d'action de la « *Gelsenkirchener Bergwerks AG* » à 90 % de leur valeur nominale, alors que leur cours en bourse ne s'élevait qu'à 22 % de cette même valeur ! Les deux scandales eurent un retentissement énorme ; et une commission d'enquête parlementaire fut instaurée pour établir les responsabilités. Il s'agissait d'empêcher à tout prix les conclusions de ses travaux ; dans une réunion organisée par Thyssen entre les magnats de l'acier et Hitler, celui promit de couvrir les

scandales. La voie était libre pour la prise du pouvoir. Cependant, aux élections de novembre 1932, le parti nazi avait subi un grave recul ; une forte crise financière secoua l'organisation ; Goebbels écrit dans son *Journal* que la situation paraissait désespérée. C'est alors qu'un autre magnat capitaliste, le baron [von Schröder](#) intervint pour sauver la situation ; le 4 janvier 1933, il organisa la rencontre décisive entre Hitler et von Papen qui amena les Junkers à faire pression sur Hindenburg pour nommer Hitler chancelier du Reich ; immédiatement après cette rencontre, une série de magnats industriels paya un million de RM pour le soutien particulier des S.S.

A peine Hitler était-il arrivé au pouvoir qu'il organisa de nouvelles élections. C'était les semaines décisives pendant lesquelles le mouvement ouvrier fonctionnait encore en semi légalité, sa force non brisée. Hitler et Göring rassemblèrent le 20 février 1933 la plupart des magnats industriels. Hitler déclara :

L'entreprise privée ne peut être maintenue à l'époque de la démocratie ; elle n'est concevable que si le peuple a l'idée juste de l'autorité et de la personnalité.

(« Trials of War Criminals Before the Nuremberg Military Tribunals », Volume 6, « The Flick Case », page 43-44 ; Washington, 1952, Government Printing Office).

A l'appel de Göring, les industriels présents versèrent trois millions de RM au fonds électoral des nazis...

Ajoutons que les procès de Nuremberg révélèrent le rôle particulièrement odieux des grands capitalistes dans l'organisation d'un appui particulier à [Himmler](#) et aux S.S. Des représentants des trusts Vereinigte Stahlwerke, IG-Farben, Siemens-Schuckert, Rheinmettal Borsig, Braunkohle, Benzin AG, etc. et des banques, Deutschebank, Dresdnerbank, Commerz et Privatbank constituèrent un « *Freundekreis des Reichsführer S.S* » (Cercle d'amis du chef des S.S.). Le rôle principal de ce Cercle fut de verser annuellement environs un million de RM sur un fonds spécial « S » à la banque JH Stein, de Cologne (la banque du baron Von Schröder) « pour être utilisé pour certaines tâches en dehors du budget » (!) (*The Flick Case*, pp. 270-271). Quelques uns des pires crimes contre l'Humanité ont été préparés avec les fonds de ce « compte spécial »...

Comment fut brisée la résistance ouvrière allemande

Lorsque le drapeau à croix gammée flotta sur l'Allemagne, la première résistance et, pendant des années, la seule qui s'opposa à la dictature nazie, fut celle des *militants ouvriers allemands*. Pendant cinq ans, les seuls à remplir les camps de concentration nazis, à part les Juifs, furent les communistes et socialistes *allemands*. Alors que les généraux, politiciens et industriels occidentaux, sans parler des bureaucrates soviétiques, mirent à de nombreuses reprises leurs mains dans les mains sanglantes des bourreaux nazis, la terreur régna en Allemagne. La résistance ouvrière fut réprimée dans des flots de sang, mais de nouvelles équipes de résistants se levèrent chaque fois à nouveau. EN MARS 1933, LORSQUE HITLER EUT DÉJÀ CONQUIS LE POUVOIR, IL N'OBTINT QUE 3 % DES VOIX AUX ÉLECTIONS DES COMITÉS D'ENTREPRISES ! C'est la mesure exacte de « l'appui » que lui accorda le prolétariat allemand, et la limite à laquelle se restreint sa « culpabilité ».

Malgré la terreur, malgré la démoralisation terrible causée par la collaboration de tous les puissants du monde avec le dictateur nazi, la résistance ouvrière ne fut jamais éteinte. En janvier 1940, à Berlin seul, la Gestapo arrêta 47 personnes pour menées subversives de gauche (marxistes). En 1941, au moment des victoires nazies les plus éclatantes, plus de 11.000 personnes furent arrêtées en Allemagne par la Gestapo pour activité subversive marxiste et plus de 26.000 journaux et publications clandestines saisies. ([Gunther Weisenborn](#) : *Der Lautlose Aufstand*, Rowohlt Verlag, Hambourg, 1953).

Si la résistance ouvrière finit par s'épuiser finalement en Allemagne – sans d'ailleurs jamais s'arrêter complètement – cela est dû à deux facteurs : les succès internationaux de Hitler d'une part, la politique des directions ouvrières de l'autre.

Jusqu'à l'éclatement de la deuxième guerre mondiale, les dirigeants de la bourgeoisie internationale ont tout entrepris pour maintenir des relations amicales avec Hitler. Les concessions qu'ils n'avaient jamais voulu faire à des gouvernements sociaux-démocrates, ils les firent sans hésitation au gouvernement nazi. Chaque « coup » de Hitler réussissait ; bien plus, après sa victoire la plus retentissante, l'accord de Munich, la fédération des industriels britannique conclut un accord de collaboration intime avec la fédération patronale allemande. Rien d'étonnant à ce que la classe ouvrière allemande, épuisée et terrorisée après tant de pertes, finisse par se sentir impuissante contre un régime qui obtenait des succès face au monde entier !

Encore à la veille de la deuxième guerre mondiale, lors de la crise des Sudètes, l'opposition à la guerre était puissante en Allemagne ; l'Etat-Major en était tellement conscient qu'il prépara même un coup d'Etat :

Le 27 septembre 1938, Hitler de retour à Berlin ordonna que les troupes du général [von Witzleben](#) défilent avec armes et bagages de guerre à travers les rues de la capitale en une marche de propagande afin de

relever le moral de la population. Mais les masses qui pensaient que les régiments et les batteries qu'elles voyaient passer se rendaient à la gare pour être transportées (aux frontières) parce qu'on était à la veille de la guerre, reçurent les soldats avec un silence lourd et inquiet. Hitler vit les soldats passer par la Wilhelmstrasse où il y avait à peine quelques applaudissements. Il était furieux. Il était impossible de mener la guerre avec pareil peuple, dit-il à Goebbels...

[Walter Görnitz](#), *Der Deutsche Generalstab*, page 480, éditions Frankfurter Hefte, 1950).

Mais l'accord de Munich fut le coup mortel pour toute résistance intérieure au nazisme en Allemagne.

Il ne faut pas non plus sous-estimer le coup terrible porté à cette résistance, dans les milieux communistes plus restreint, par l'accord Hitler-Staline, et les appels d'[Ulbricht](#) au prolétariat allemand de « *Défendre l'alliance avec l'Union soviétique contre les milieux réactionnaires (!)* ».

La série ininterrompue des défaites internationales du mouvement ouvrier (Autriche et Espagne, 1934 ; Espagne et France, 1938) renforça le sentiment d'impuissance des masses allemandes sur lesquelles pesaient le poids principal de la dictature nazie. En ce sens, la responsabilité des dirigeants sociaux-démocrates et staliniens internationaux est très lourde. Sous prétexte d'« unir les forces démocratiques contre le fascisme », ils subordonnèrent le mouvement ouvrier à la bourgeoisie impérialiste occidentale qui ne voulait pas combattre réellement les nazis et provoquèrent ainsi la victoire facile de Hitler sur toute l'Europe « démocratique ». Pour engager une véritable lutte contre le fascisme, il eut été nécessaire, comme le démontre le seul exemple victorieux, celui de la Yougoslavie, de liquider l'armature vermoulue de l'Etat bourgeois, et de créer un nouveau pouvoir vraiment populaire, l'ossature d'un Etat ouvrier basé sur les comités. Les germes d'une telle évolution étaient présents en Espagne, en France et en Belgique en 1936. Pour ne pas « effrayer » la City de Londres, on les étouffa. La note de ce crime fut présentée le 10 mai 1940.

Ajoutons finalement que la façon dont la social-démocratie internationale et le stalinisme intervinrent dans la Deuxième guerre mondiale, se plaçant sans réserve sur le terrain de la politique de « reddition inconditionnelle », appuyant et élaborant même des projets d'occupation, de démembrement et de réparation au frais de l'Allemagne n'était pas propre à permettre au mouvement ouvrier allemand de reprendre le chemin de la lutte active...³

Du fascisme à l'Etat fort

Dans le cauchemar du nazisme, il y a des traits fondamentaux de notre époque qui apparaissent à côté de traits occasionnels.

Ce qui est fondamental, c'est l'incompatibilité croissante entre un capitalisme dénué de réserves, menacé dans ses profits, exposé à des contradictions de plus en plus aiguës, et un mouvement ouvrier puissamment charpenté qui peut organiser une résistance farouche contre l'offensive du patronat.

Ce qui est occasionnel, c'est la personnalité de maniaque de Hitler, son programme raciste, la persécution des Juifs, la « percée » d'une bande de *Condottiere* plébéiens se mélangeant à la fine fleur de la société bourgeoise.

Ce qui est à la fois fondamental et occasionnel, c'est la forme *particulière* qu'a prise la dictature nazie : dictature d'un parti unique expropriant politiquement toutes les classes de la nation, y compris la bourgeoisie et ses partis, pour permettre l'exercice du pouvoir indirect (mais non moins efficace) des grands monopoleurs. C'était fondamental parce que cela correspondait aux besoins particuliers de l'impérialisme allemand aux forces productives étouffant dans les frontières de Versailles, lancé dans une dernière tentative désespérée pour conquérir seul la domination sur une grande partie du globe. C'était occasionnel, parce que des formes déterminées de *dictature sanglante* deviennent de plus en plus indispensables à l'impérialisme, même si celui-ci n'agit plus indépendamment, mais en bloc avec ses partenaires-concurrents, face à la menace des pays et des forces anticapitalistes.

C'est en ce sens qu'il n'existe aujourd'hui aucune menace fasciste *directe* en Europe. Aucune des bourgeoisies européennes – ni la bourgeoisie française, ni la bourgeoisie allemande, sans parler de la bourgeoisie italienne ou de celle de pays plus petits – n'a les moyens d'une politique impérialiste indépendante sur l'échiquier mondial. Leurs appétits se résument, en réalité, dans le partage des miettes et des dons de l'Oncle Sam, et dans l'espoir d'une bonne part des dépouilles d'une Russie et d'une révolution coloniale défaite (pour le cas très improbable d'une telle défaite). Parce que la stratégie bourgeoise dans tous ces pays est une stratégie dans le cadre de l'alliance atlantique, il est inconcevable que le capital monopoleur puisse porter au pouvoir des forces ouvertement fascistes dans un avenir proche. Comme d'autre part, la situation économique ne pouvant se détériorer au point des années 1929-1933 – c'est précisément pour *éviter* une telle crise que l'impérialisme américain s'apprête à déclencher la guerre – les préconditions objectives pour une

³ Au procès de Nuremberg il fut révélé que le 7 novembre 1943 se tint à Munich une réunion des chefs de province et de district du Parti (en même temps principaux fonctionnaires d'Etat dans ces circonscriptions), dans laquelle le chef d'état major général de l'armée, Jodl, prononça un discours qui débuta ainsi : « Le défaitisme et les fausses nouvelles se répandent parmi les habitants de vos circonscriptions. Tous les pleutres cherchent une issue... ».

exacerbation du désespoir de classes moyennes à si grande échelle ne seront également pas données.

Par contre, les mêmes raisons qui impliquent cette absence d'un danger fasciste proprement dit dans l'immédiat en Europe implique l'existence du danger croissant de *l'Etat fort* pour la classe ouvrière. La préparation à la guerre, le fardeau croissant imposé au prolétariat, la résistance croissante de la classe ouvrière contre toute la politique impérialiste imposeront à la bourgeoisie, patronnée par l'impérialisme yankee, de multiples tentatives pour mutiler ou éliminer pratiquement le mouvement ouvrier, pour diminuer ses capacités de réaction et paralyser la capacité de résistance de la classe ouvrière.

Dans l'impasse où a abouti le parlementarisme bourgeois du point de vue de la bourgeoisie, et devant l'impossibilité de recourir tout de suite à la dictature fasciste, la bourgeoisie a cherché à maintenir la *forme* parlementaire en la vidant de son *contenu* dangereux, la puissance parlementaire du mouvement ouvrier. Par différents subterfuges (systèmes de listes combinées, élections à plusieurs tours, apparentements, systèmes où chaque électeur dispose de plusieurs voix, fixation arbitraire du nombre des députés accordés à un pourcentage déterminé de voix) le suffrage universel plus ou moins équitable a été, en fait, aboli en Grèce, en Italie, en France et est en train de l'être en Allemagne. Une partie importante des électeurs se trouve dorénavant privée de représentation parlementaire. En Italie, une première réforme électorale injuste, instaurant un système d'apparementement, s'étant avérée insuffisante, on a élaboré une deuxième « réforme ». En France, également, la bourgeoisie cherche à préparer pareille deuxième « réforme ».

Pendant la période précédente, le personnel dirigeant bourgeois en Europe était axé sur les partis du « centre ». Les partis sociaux-chrétiens apparaissaient comme les principales formations politiques de toute une série de pays (Allemagne, Autriche, Italie, Belgique, Hollande, partiellement aussi la France). Ces partis étaient capables d'opérer des renversements d'alliance, s'alliant tantôt avec la social-démocratie, tantôt avec la droite traditionnelle.

Plus les contradictions de classe s'accroissent et poussent l'ensemble du mouvement ouvrier dans l'opposition, et plus la direction bourgeoise doit se reconstituer. Le sens de cette reconstitution est un déplacement vers la droite ; l'alliance avec la social-démocratie commence à être définitivement éliminée ; *et à côté de la droite classique apparaît en puissance l'extrême droite participant à la coalition gouvernementale.*

L'opération est conduite sous différentes formes en différents pays. En Allemagne, l'affaire [Naumann](#) a prouvé que de véritables forces nazies ont profondément pénétré dans deux des partis de la coalition de Bonn, la FDP et la « *Deutsche Partei* », dominant des parties entières de ces organisations. En Belgique, le Parti social-chrétien n'a obtenu et ne maintient une difficile majorité au parlement que grâce à l'appui critique que lui accordent les nazis flamands. En France, le gouvernement [Mayer](#) a été le premier cabinet de la Quatrième république arrivé au pouvoir grâce aux députés du [RPF](#). En Autriche, le président du parti populiste, [Raab](#), qui est en même temps le président de la Chambre des industriels et commerçants, a cherché à remplacer la coalition avec la social-démocratie par la coalition avec les indépendants néo-fascistes, après les dernières élections. En Italie, la nouvelle loi électorale prépare la coalition des sociaux-chrétiens avec les monarchistes d'extrême droite.

Ce changement n'est nullement symbolique. Il a pour but de mettre au point une législation anti-syndicale et anti-gréviste qui, le cas échéant, pourrait se heurter à la résistance non seulement du PC et du PS, mais même de certains milieux syndicalistes chrétiens, et contre lesquels des appuis plus énergiques doivent être trouvés. Où donc les trouver sinon dans les milieux néo-fascistes et semi-fascistes qui, sans pouvoir accéder au pouvoir joueront ainsi le rôle d'aile marchante du bloc réactionnaire ?

Mais les projets bourgeois ne suffisent pas en eux-mêmes pour décider de l'évolution politique.

Contrairement à la conjoncture d'il y a vingt ans, nous ne vivons pas dans une époque de recul, mais de montée de la révolution mondiale. Contrairement à la conjoncture d'il y a vingt ans, la classe ouvrière n'a rien perdu de sa capacité de riposte aux attaques de la réaction. La classe ouvrière trouve et trouvera des ressources multiples pour réaliser cette riposte au besoin en passant outre au conservatisme inné de ses directions traditionnelles.

Préparer, organiser, faciliter une telle riposte, c'est aujourd'hui une tâche de tous les militants révolutionnaire. C'est appliquer les leçons tragiques de l'arrivée au pouvoir d'Hitler.

Comme le fascisme, l'Etat fort menace le mouvement ouvrier dans son existence même. Comme le fascisme, l'Etat fort ne peut être arrêté sans une politique de front unique, sans l'abandon de tout crétinisme parlementaire, sans l'élargissement et la généralisation des luttes ouvrières défensives en un assaut général contre le capital.

Plus que jamais, le dilemme devant lequel est placé le prolétariat européen n'est pas : démocratie ou dictature. Il est : dictature de la bourgeoisie ou conquête du pouvoir par le prolétariat.